

QUATRE PROJETS D'INVESTISSEMENTS, DONT UN HÔPITAL, SONT ANNONCÉS EN ALGÉRIE

Des investissements saoudiens de 2 milliards de dollars

Des hommes d'affaires saoudiens se sont dit prêts à assurer un flux d'investissements en Algérie de 5 milliards de dollars annuellement, sous réserve de lever tous les obstacles pouvant venir les compromettre.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - S'exprimant hier lors de la tenue à Alger de la 8^e session du conseil d'affaires algéro-saoudien, organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), le co-président de ce conseil, le Saoudien Raed Ben Ahmed Al Mazroua, a indiqué que des hommes d'affaires de son pays sont prêts à mettre sur la table 2 milliards de dollars pour des investissements dans le court et moyen terme, évoquant la possibilité d'assurer un «flux» d'investissements annuels de 5 milliards de dollars si le gouvernement algérien montrait suffisamment de volonté quant à lever toutes les contraintes et obstacles, notamment bureaucratiques, pouvant compromettre la bonne marche de ces investissements. A l'occasion de la tenue du conseil d'affaires algéro-saoudien, quatre projets d'investissements saoudiens sont annoncés

pour les quelques semaines et mois à venir, et ce, dans les secteurs de la santé, l'immobilier et la mécanique de précision. Ainsi, un projet d'un hôpital privé dans le cadre du partenariat algéro-saoudien est prévu dans la capitale algérienne, annonce le co-président du conseil d'affaires algéro-saoudien, Azeddine Adoul, qui ne précise pas le montant de l'investissement. A noter que la balance commerciale entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite penche sensiblement du côté des Saoudiens qui ont exporté vers l'Algérie durant les deux premiers mois de 2016 pour 101 millions de dollars sur un total d'échanges de 102 millions de dollars. En 2015, les Saoudiens ont exporté vers notre pays pour plus de 610 millions de dollars sur un total d'échanges de 619 millions de dollars. La venue des chefs d'entreprises saoudiens coïncide avec la conjoncture difficile sur le plan éco-



Les Algériens prêts à contracter des partenariats basés sur l'investissement.

nomique et financier du pays, suite à la chute des hydrocarbures. C'est, aussi mauvaise qu'elle soit, cette situation qui devrait inciter les Algériens à diversifier leur économie et à contracter des partenariats basés sur l'investissement. C'est dans ce sens qu'abonde le président

de la Caci, Laïd Benamor, qui souligne que l'Algérie «est tenue de diversifier son économie et trouver des partenaires» qui pourraient l'accompagner dans cette entreprise. «Avec la délégation saoudienne, nous voyons que la volonté de la partie saoudienne est présente

aussi dans le domaine de l'agroalimentaire, pétrochimique, et médical».

Relevant le potentiel important dont dispose l'Algérie, Benamor note que le taux de l'industrie dans le PIB est faible avec seulement 5%. D'où, selon lui, l'urgence de développer l'industrie et trouver les partenaires. «La volonté est là, et aussi le potentiel, c'est à nous, opérateurs privés, d'enclencher cette dynamique et assurer des facilitations à nos partenaires afin de construire ensemble des partenariats durables», affirme Laïd Benamor.

Saluant la décision des pouvoirs publics d'ouvrir le secteur de la pétrochimie au privé, le président de la Caci a souligné qu'il était temps pour l'Algérie d'assurer elle-même ses besoins en matière de produits pétrochimiques qu'elle importe actuellement. «On doit absolument valoriser nos richesses et cesser de les exporter en brut», affirme Benamor qui revendique la place de l'opérateur privé dans ce domaine.

Y. D.

Photo : NewPress

L'AMBASSADEUR DE LA PALESTINE AU FORUM D'EL JOUMHOURIA À ORAN

Le soutien sans faille de l'Algérie salué

L'ambassadeur de la Palestine à Alger, Louaï Aïssa, qui était l'invité hier du forum d'El Jomhouria à Oran, a longuement et à maintes reprises salué de manière éloquente la position indéfectible de l'Algérie auprès des Palestiniens et de la cause de la Palestine.

Des propos tenus lors d'un long préambule et au cours duquel il fera des rappels historiques de la Révolution algérienne, soutenant la Révolution palestinienne ou évoquant le sentiment très fort et profond dans le cœur de tous les Algériens à l'endroit de la Palestine. Une attitude qui contraste avec la situation de nombre de pays arabes de la région qui sont en guerre, citant nommément la Syrie, l'Irak, le Yémen et la Libye, ou en voie d'écclatement. Pour l'ambassadeur de l'Etat de la Palestine, si la Palestine «est le rêve de tous les peuples arabes», il y aura une pointe de regret lorsqu'il s'agira d'évoquer le soutien ou la solidarité des Etats arabes.

En évitant de froisser certains pays arabes, comme l'Arabie Saoudite qui a fait de Hezbollah une organisation terroriste, Louaï Aïssa dira quand même que «ceux qui agissent sont traités de terroristes». Autre regret à peine laissé paraître est de voir que dans le monde arabe, avec les guerres, les menaces pesant sur d'autres, la question de la Palestine est peut-être moins évoquée, moins pesante dans la sphère mondiale.

L'ambassadeur ne manquera pas de rappeler toutes les exactions commises par l'entité sioniste contre les populations palestiniennes, les arrestations massives, les bombardements ayant conduit aujourd'hui à 17 000 blessés qu'il faut soigner et prendre en charge, les destructions des biens et des maisons de Palestiniens pour accroître de manière illégale les colonies d'extensions juives, les expulsions massives de familles palestiniennes. Sur ce volet, Louaï Aïssa annoncera justement la récente rencontre ayant eu lieu, ces jours derniers, en Jordanie entre des représentants du Tribunal pénal international (CPI) et ceux de la Palestine. Ainsi ce sont 4 dossiers ciblant l'Etat d'Israël qui vont être déposés : l'un sur l'environnement, les colonies, les crimes et les prisonniers palestiniens dont certains n'ont même pas été jugés.

Fayçal M.

MARCHÉ DE GROS AGROALIMENTAIRE DE BOUMERDÈS

Les bénéficiaires en colère

Le marché de gros et de la grande distribution agroalimentaire Kharrouba à Boudouaou (Boumerdès) tarde à être opérationnel. Les bénéficiaires des locaux commerciaux dénoncent cette lenteur et appellent à la régularisation de leur situation.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Créé en 1996, le marché de gros et de la grande distribution agroalimentaire de Kharrouba tarde à entrer en activité. Les bénéficiaires des locaux commerciaux se plaignent de l'énorme retard dans la réception de ce haut lieu de commerce. Ils attendent son ouverture depuis des années. «A ce jour, rien n'a été fait pour nous accueillir au sein de ce marché», dira Abdelhak, l'un des bénéficiaires. Profitant de l'inexploitation du marché de gros de Kharrouba depuis des années, des vendeurs informels se sont accaparés des lieux. «Ils sévissent à l'intérieur même du marché au vu et au su de tout le monde. D'ailleurs, poursuit-il, même nos locaux ont été saccagés».

Un dossier que le représentant du ministère du Commerce qualifie d'«exceptionnel». «Le terrain attribué pour la réalisation du marché de gros et de la grande distribution agroalimentaire de Kharrouba à Boudouaou doit d'abord être transféré du secteur de l'agriculture aux Domaines puis des Domaines à des particuliers. Il y a une procédure à suivre et elle n'est pas facile. C'est ce qui fait la complexité de ce



Le marché de gros de Semmar.

dossier», a expliqué Abdenour Hadji, hier lors d'une réunion de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), tenue à Alger.

D'ailleurs, poursuit-il, «nous avons déjà saisi le ministère de l'Agriculture et le Premier ministre pour la procédure de la distraction des terres agricoles au profit de ce projet». De son côté, le représentant de la Direction du commerce de la wilaya de Boumerdès, Chibani, rappelle qu'en 2012, une demande a été formulée pour le changement d'activité du marché en question.

«Au départ, ce marché de gros était destiné aux fruits et légumes avant qu'il ne soit transformé en un marché de gros de produits agroalimentaires», précise-t-il. Outre les entraves et la lenteur des procédures administratives, il

évoque aussi le problème de la gestion de ce marché. «A ce jour, personne n'a été désigné pour sa gestion, ni une entreprise de la commune, ni une entreprise privée, ni autre. Pourtant, il faut un gestionnaire sinon l'anarchie y régnera et le marché deviendra un marché informel», dit-il. Les 549 bénéficiaires interpellent également le ministère du Commerce sur le Registre de commerce et plaident pour leur faciliter l'accès à ce document, indispensable pour leur activité. Le représentant du ministère du Commerce assure par ailleurs, que des assiettes foncières seront incessamment attribuées aux marchés de gros de Semmar et d'El Hamiz. Selon lui, le choix se fera entre un terrain dans la commune de Birtouta (80 ha) et un autre à Semmar (40 ha).

Ry. N.

Photo : DR